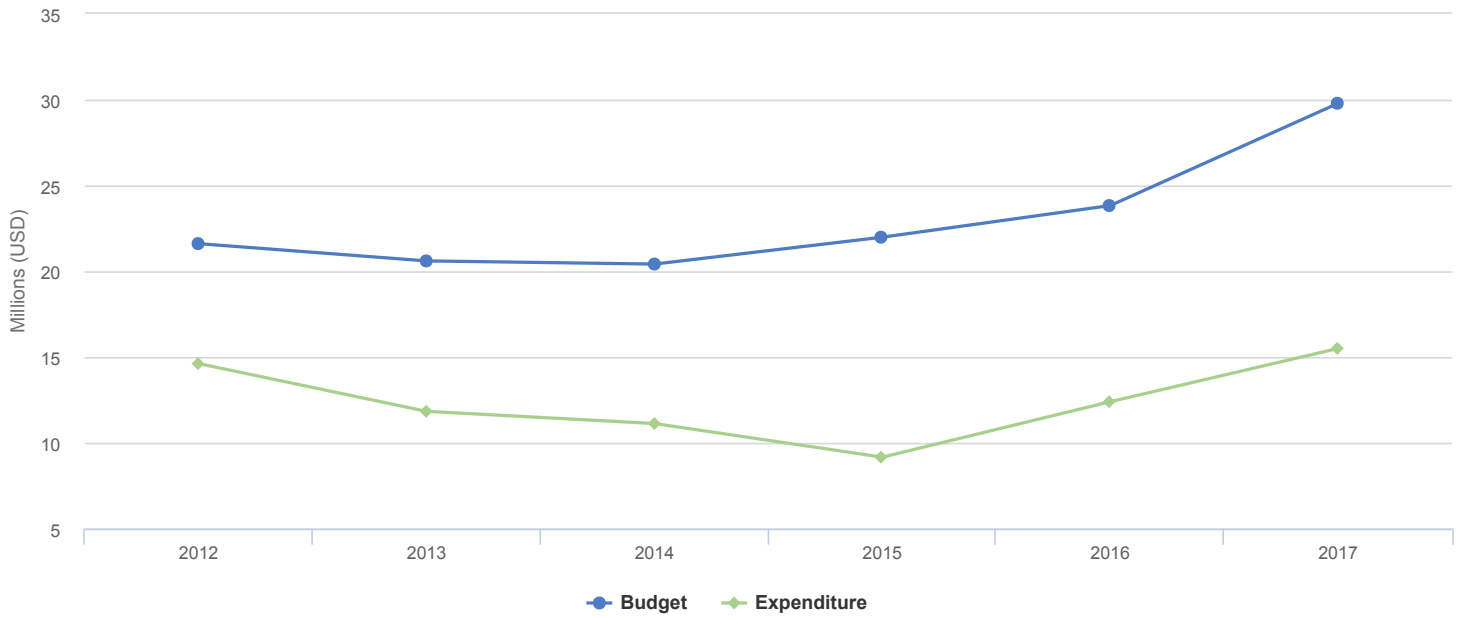


## Subregion: North America and the Caribbean

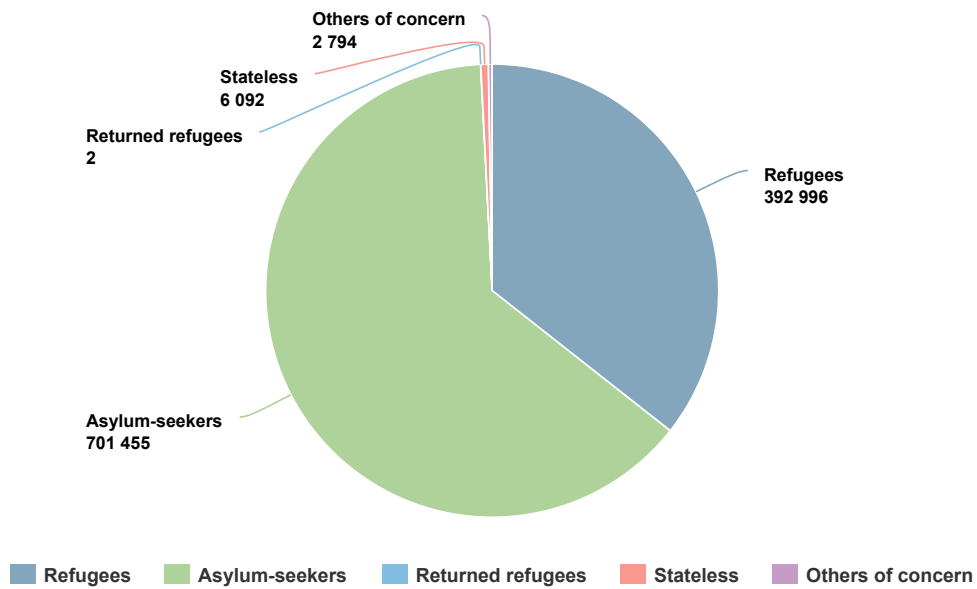
| Antigua-et-Barbuda | Bahamas | Barbade | Belize | Canada | Dominique | États-Unis d'Amérique | Grenade | Guyana | Haïti | Jamaïque | République dominicaine | Sainte-Lucie | Saint-Kitts-et-Nevis | Saint-Vincent-et-les Grenadines | Suriname | Territoires ayant des liens avec les États-Unis d'Amérique (Îles Vierges des États-Unis et Porto Rico) | Territoires britanniques d'outre-mer (Anguilla, Bermudes, Îles Caïmans, Îles Turques-et-Caïques, Îles Vierges britanniques, Montserrat) | Territoires néerlandais d'outre-mer dans la Caraïbe (Aruba, Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache, Saint-Martin) | Trinité-et-Tobago |



## Budgets and Expenditure in Subregion North America and the Caribbean



## People of Concern - 2017



## Réponse en 2017

Alors que les raisons poussant les personnes à fuir l'Amérique centrale se sont intensifiées en 2017, le nombre de demandes d'asile déposées aux États-Unis d'Amérique a dépassé celui de 2016, ce qui a allongé les délais de traitement en matière de détermination du statut de réfugié. Bien que les États-Unis d'Amérique aient renforcé leurs contrôles aux frontières, l'accès au territoire et aux procédures d'asile est resté ouvert. Le long de la frontière avec le Mexique, le HCR a évalué les conditions de l'accès des demandeurs d'asile à une représentation juridique. Il a cherché à impliquer la nouvelle administration et d'autres parties prenantes dans les réponses aux flux d'arrivées à la frontière, y compris dans le cadre d'un dialogue de haut niveau. Le système d'asile au Canada a également fait face à une augmentation importante des demandes émanant de personnes d'origines variées, à laquelle le pays a en grande partie su répondre grâce à des mesures adoptées aux niveaux fédéral et provincial. Dans le même temps, la présentation d'une réforme législative dans le domaine des réfugiés a été reportée tandis qu'une étude indépendante globale du système d'asile a été lancée.

Le HCR a continué de collaborer avec les gouvernements du Canada, du Mexique et des États-Unis d'Amérique dans le cadre de l'Initiative régionale pour le renforcement des capacités (RACBI), en facilitant les échanges entre les États afin de renforcer leurs systèmes d'asile. Montréal a accueilli la réunion annuelle des membres de l'Initiative RACBI et le HCR a plaidé pour élargir les actions de renforcement des capacités à d'autres pays d'asile, dans l'esprit du Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) pour l'Amérique centrale et le Mexique, connu sous l'acronyme espagnol MIRPS.

La détérioration de la situation au Venezuela a créé des défis de protection sans précédent pour le nombre toujours croissant de Vénézuéliens en quête de protection et d'assistance dans les Caraïbes du Sud où le HCR est chargé de l'enregistrement, de la délivrance de documents et de la détermination du statut de réfugié. Le HCR est intervenu dans des cas signalés de refoulement et de détention. Il a aussi coopéré avec les autorités et les partenaires pour renforcer l'accueil et l'accès à l'asile, tout en contribuant à la fourniture d'hébergements, de soins de santé et de services d'éducation. Le HCR a répondu aux demandes de plus en plus fortes des gouvernements d'accueil en matière de renforcement des capacités, de conseils juridiques et d'appui pour la préparation aux situations d'urgence.

L'apatridie est en grande partie invisible au Canada et aux États-Unis d'Amérique en raison du peu de données de référence disponibles, ce qui conduit à une absence de sensibilisation et de recours juridiques satisfaisants. Les Caraïbes continuent de faire face à une population apatride importante ayant des besoins de protection. La région a fait des progrès en vue de mettre fin à l'apatridie, en particulier en Haïti où le Parlement a décidé d'adhérer aux Conventions sur l'apatridie et à Cuba où des mesures juridiques ont été adoptées pour prévenir l'apatridie. En République dominicaine, le HCR et les autorités ont continué de progresser dans la délivrance de documents d'état civil aux personnes d'origine étrangère nées dans ce pays. Entre l'adoption de la Loi 169 en 2014 et fin 2017, plus de 20 000 personnes se sont vu délivrer des documents d'état civil.

Dans le cadre de la campagne mondiale « Au-delà de la détention », le Canada a progressé vers la finalisation de son cadre national sur les alternatives à la détention et a élaboré des outils pour déterminer l'intérêt supérieur de l'enfant. Même dans un contexte de hausse des arrivées, la détention liée à des motifs d'immigration a diminué, et des changements de politiques visent à réduire davantage la détention. Des alternatives à la détention ont également été recherchées et facilitées dans l'ensemble des Caraïbes, où le HCR a formé des partenaires de la société civile du réseau *International Detention Coalition* aux Bahamas, en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago.

## Opérations

**Le Canada** a accueilli près de 27 000 réfugiés en 2017, dont les deux tiers dans le cadre de parrainages privés, dépassant ainsi son objectif annuel de 25 000. Le Gouvernement a mis l'accent sur le renforcement des services d'intégration pour les réfugiés réinstallés et sur la réduction des délais pour les mécènes privés. Le Canada et le HCR ont continué de coopérer dans le cadre de l'Initiative mondiale de parrainage de réfugiés (GRSI) pour aider les pays de réinstallation émergents dans les Amériques à élaborer des programmes de parrainage communautaires sur mesure.

La nouvelle politique d'aide internationale féministe met l'émancipation des femmes et des jeunes filles et l'égalité des sexes au cœur de la politique étrangère du Canada. Le HCR s'est réjoui de cette évolution et a appelé le Canada à renforcer son soutien pour répondre aux besoins spécifiques des femmes réfugiées vulnérables et permettre la réinstallation d'un plus grand nombre.

## 2017 Voluntary Contributions to North America and the Caribbean | USD

Earmarking / Donor	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 2 Stateless programme	Total
<b>United States of America Regional Office</b>			
European Union	0	1,506,881	1,506,881
International Organization for Migration	0	689,792	689,792
United States of America	615,868	0	615,868
<b><i>United States of America Regional Office subtotal</i></b>	<b>615,868</b>	<b>2,196,673</b>	<b>2,812,541</b>
<b>Total</b>	<b>615,868</b>	<b>2,196,673</b>	<b>2,812,541</b>

Note: